



Lyon, le 6 novembre 2017

MISE AU POINT SUR LE COÛT DU LYON-TURIN **En finir avec le mythe des 26 milliards d'euros**

Systematiquement agitée comme un épouvantail par les opposants à la nouvelle liaison ferroviaire, l'estimation de 26 Md € pour la réalisation du Lyon-Turin ne correspond pas à la réalité des décisions officielles. Le coût des travaux programmés est en fait de 18,3 Md €, dont seulement 8,4 Md € pour la France.

Le chiffre de 26 Md € est apparu en 2012 dans un document de la Cour des Comptes effectuant une estimation globale ne correspondant pas au projet actuel. Cette évaluation prêtait notamment à confusion du fait qu'elle intégrait des coûts liés à la réalisation du contournement ferroviaire lyonnais qui est un dossier bien distinct du Lyon-Turin, ou encore les dépenses concernant les phases n°3 et n°4 non prioritaires des voies d'accès françaises, options envisagées sur un très long terme et n'ayant d'ailleurs pas fait l'objet d'enquête publique.

Il faut bien souligner que la liaison Lyon-Turin est un « programme », c'est-à-dire un ensemble de « projets » qui peuvent être phasés et réalisés indépendamment les uns des autres, et permettant d'aménager à terme tout un itinéraire. A ce jour, le projet global comporte :

- **Le tunnel transfrontalier de 57,5 km sous les Alpes** : coût total certifié par un organisme indépendant de **8,6 Md €**. Financement à hauteur de 40% par l'UE, 35% par l'Italie et 25% par la France - **Coût pour la France : 2,2 Md €** (soit 200 M €/an pendant la durée du chantier dont la livraison est prévue à l'horizon 2030).
- **Les voies d'accès au tunnel côté italien** : **2 Md € - Coût pour la France : 0 €**.
- **Les voies d'accès au tunnel côté français** : coût des phases 1 et 2 déclarées d'utilité publique en 2013 de **7,7 Md €**, dont 20% attendus par l'UE – **Coût pour la France : 6,2 Md €**.



- **Estimation totale du “programme” Lyon-Turin = 18,3 Md €** (tunnel transfrontalier + voies d'accès italiennes + voies d'accès françaises).
- **Coût pour la France = 8,4 Md €**, étalés sur plus de 10 ans et pouvant bénéficier d'outils de financement innovants selon les souhaits du gouvernement.

Les investissements nécessaires pour cette infrastructure d'avenir sont évidemment à mettre en regard des retombées immédiates générées pendant les chantiers (activité pour les entreprises, création de 8 000 emplois directs et indirects pour le seul tunnel transfrontalier) et des gigantesques effets de levier et bénéfiques durables attendus en termes de report modal massif, de lutte contre la pollution et de développement économique.

